Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **Dossier suivi par : I. FABREGUE** **Tél. : 01.49.55.53.65** **Mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-686** **20/08/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidatures : 13 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence des Aires Marines protégées :

1 poste de directeur(rice)-délégué(e) du parc naturel marin du bassin d'Arcachon (catégorie A/A+ ou agent contractuel) situé dans la commune du bassin d'ARCACHON (33).

1 poste d'assistant(e) technique et administratif(ve) de chefs de projet au sein du service pilotage de la performance par projet (PPP) (catégorie A ou agent contractuel) à BREST (29).

Agence de l'Eau Loire-Bretagne :

2 postes de chargé(e) d'interventions (catégorie A) à pourvoir au 1er septembre et au 1er octobre 2014 à ORLEANS (45).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de chef(fe) de projet pour la mise en place d'un groupe d'experts "appui à la gestion des AMM de produits phytopharmaceutiques et de matières fertilisantes et supports de culture" (catégorie A+ ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste d'épidémiologiste (F/H) (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) projet scientifique en bio-informatique (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt - Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche :

Mise à disposition d'un poste d'expert(e) au CIHEAM/IAM (catégorie A ou A+) à MONTPELLIER (34).

Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN) :

1 poste de chef(fe) de la mission juridique (catégorie A+) à SAINT-MANDE (94).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de coordinateur(rice) du plan "tortues marines" Guyane à CAYENNE.

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste de chef(fe) de projet ingénierie de la continuité écologique, expertise et transfert opérationnel (catégorie A) à TOULOUSE (31).

1 poste de contrôleur de gestion - responsable du suivi d'activités (F/H) (catégorie A) à VINCENNES (94).

Parc National des Cévennes :

1 poste d'architecte au sein du service développement durable à FLORAC (48).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

- **Directeur(trice)-délégué(e) du Parc naturel marin du bassin d'Arcachon (H/F)**

- Grade : ouvert aux fonctionnaires de catégorie A+ ou A expérimentés ou aux non titulaires de niveau équivalent.

- Résidence administrative : commune du Bassin d'Arcachon

- Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires (selon leur statut) ; contrat à durée déterminée de trois ans pour les agents non titulaires

Contexte

L'Agence des aires marines protégées, établissement public à caractère administratif, a été créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Le Parc naturel marin du bassin d'Arcachon a été créé par le décret n° 2014-588 du 5 juin 2014.

Situé dans le golfe de Gascogne, il comprend l'ensemble du bassin d'Arcachon et s'étend également vers le large jusqu'à trois milles nautiques. Il couvre 420 km² d'espace marin, et comprend trois milieux naturels interdépendants : la lagune à marée, l'une des rares d'Europe, les marais maritimes, et l'océan. Il abrite de nombreuses activités professionnelles et touristiques : ostréiculture, pêche, plaisance…

Comme tout parc naturel marin, il a pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin *(Code de l'environnement L334-3).*

Nature de l'activité

Le (la) délégué(e) du directeur de l'Agence auprès du conseil de gestion du Parc (« directeur(trice)-délégué(e) ») est en charge de l'appui au conseil de gestion.

Placé(e) sous l'autorité du directeur de département « Parcs naturels marins » de l'Agence, il (elle) a vocation à diriger l'équipe du Parc qui sera à terme d'une vingtaine d'agents. Il(elle) travaille en lien étroit avec le président du conseil de gestion notamment pour l'animation de ce conseil et de son bureau, la communication du Parc et plus généralement pour tout événement de la vie du Parc.

Il(elle) prépare les réunions du conseil de gestion et de son bureau dont il(elle) assure le secrétariat. Il(elle) est responsable de l'élaboration et du suivi du plan de gestion du Parc. Il(elle) prépare le programme annuel d'actions du Parc, en assure l'exécution et établit le rapport annuel d'activité.

De façon générale, il(elle) veille à la cohérence de ses actions avec celles des autres parcs naturels marins et celles de l'Agence en général.

Sur les 3 prochaines années, le(la) directeur(trice)-délégué(e) aura plus particulièrement à installer le Parc, constituer l'équipe du Parc (recrutement des chargés de mission, puis des agents de terrain) et préparer le plan de gestion du Parc en lien avec le conseil de gestion.

Qualités requises

- Connaissance approfondie et expérience d'au moins 5 ans dans le domaine maritime et/ou en gestion d'espaces protégés
- Capacité à travailler avec les élus, les services de l'État et les divers représentants des usagers professionnels et de loisir du milieu marin
- Grande capacité d'écoute et de négociation
- Expérience d'au moins 5 ans en management et en conduite de projets
- Organisation, rigueur et méthode
- Disponibilité

Candidatures

Date limite des candidatures : **30 septembre 2014**
Prise de poste : **à compter du 1er novembre 2014**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae et sont à adresser :

- soit par courrier à :

  Agence des aires marines protégées
  16 quai de la douane
  BP 42932
  29229 BREST CEDEX 2 ;

- soit par courrier électronique à recrutement@aires-marines.fr.

La référence « P145 » devra impérativement apparaître dans l'objet du courrier ou du courriel

Les personnes souhaitant des informations sur le poste peuvent contacter Pierre LECA, directeur du département « Parcs naturels marins » au 02 98 33 87 84.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats sera effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae.

Les candidats ainsi sélectionnés seront ensuite convoqués devant un jury.

Agence des aires marines protégées

Emploi proposé

Assistant(e) technique et administratif(ve) de chefs de projet H/F – au sein du service Pilotage de la performance par projet (PPP), au siège de l'agence.

Grade : ouvert **en priorité** aux fonctionnaires de catégorie A et, à défaut, aux personnels non titulaires de niveau Bac+5 expérience équivalente.

Résidence administrative : Brest

Position administrative : Position normale d'activité, détachement ou mise à disposition pour les fonctionnaires, ou contrat à durée déterminée de trois ans pour les agents non titulaires

Nature de l'activité

L'Agence des aires marines protégées est créée par la loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux, les parcs naturels marins et les parcs naturels régionaux. Basée à Brest, elle est présente sur les trois façades maritimes métropolitaines (Le Havre, Brest, Marseille) et en outre-mer (Mayotte, Polynésie française, Antilles, Nouvelle Calédonie). L'Agence apporte un appui aux politiques publiques en matière de création et de gestion d'aires marines protégées et de façon plus générale de protection du milieu marin. Elle est une agence de moyens pour les parcs naturels marins et elle anime le réseau des gestionnaires d'aires marines protégées.

Pour répondre à ses missions, l'organisation du travail retenue par l'Agence repose sur une gestion par projet. Dans ce cadre, le secrétariat général accompagne les chefs de projets dans la réalisation et le suivi administratif du projet : appui au montage de certains projets, rédaction des marchés publics et des conventions de partenariat, recrutements, préparation et suivi budgétaire… Au sein du secrétariat général, le service « pilotage de la performance par projet » regroupe plus spécifiquement le contrôle de gestion, et l'appui technique et administratif au montage et au suivi d'exécution de certains projets majeurs.

L'assistant(e) technique et administratif(ve) accompagne administrativement les chefs de projet, pour lesquels son intervention a été identifiée. Il (elle) participe également à l'amélioration à la fois du processus lié au pilotage de la performance par projet et de toutes les autres procédures de gestion. L'objectif est notamment d'impulser au sein de l'Agence une véritable culture de la conduite de projet. Ce poste s'inscrit dans une démarche d'amélioration des suivis de projet de l'Agence, qui s'est renforcée en 2014 par le déploiement d'un système d'information, de gestion et de pilotage des projets.

Qualités requises

Connaissances, compétences et expériences professionnelles

- Maîtrise des concepts de la gestion par projet
- Capacité à vulgariser et mettre en forme les données financières des projets
- Bonne connaissance des spécificités de la gestion publique, notamment du point de vue comptable et budgétaire, et du point de vue des modes de prise de décision
- Connaissance des grands principes de la comptabilité publique (séparation ordonnateur/comptable, notions d'engagement et de mandatement, principes liées aux charges à payer,…)
- Connaissances en marchés publics, notamment du point de vue de l'exécution des marchés

Qualités personnelles

- Qualités relationnelles : écoute, négociation, conviction
- Esprit de synthèse
- Qualités rédactionnelles
- Capacité à travailler en équipe

Candidatures

Date limite des candidatures externes : **2 septembre 2014**
Prise de poste : **Dès que possible**

Les candidatures devront consister en une lettre de motivation et un curriculum vitae, **et faire impérativement apparaître le statut du candidat (les fonctionnaires devront transmettre leur dernier arrêté de situation administrative).** Elles sont à adresser :

- Par mail à : recrutement@aires-marines.fr avec en objet « **P103** »

Ou

- Par courrier à : Agence des aires marines protégées, Service Ressources Humaines, 16 quai de la douane 29229 Brest cedex 02.

Modalités de sélection

Une première sélection des candidats est effectuée au vu de la lettre de motivation et du curriculum vitae. Les candidats fonctionnaires sélectionnés seront convoqués devant un (ou plusieurs) jury(s). En l'absence de candidature retenue parmi les fonctionnaires, les candidats non fonctionnaires sélectionnés seront à leur tour auditionnés par le(s) jury(s).

Orléans, le 25 juillet 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE	**CHARGE(E) D'INTERVENTIONS**
CATEGORIE DU POSTE	II ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DELEGATION CENTRE LOIRE** *Service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre*
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**ORLEANS (45)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'Etat)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	1er septembre 2014

FINALITE DU POSTE	Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des priorités territoriales, au niveau local, dans le cadre du programme d'interventions de l'agence sur les thématiques suivantes : milieux aquatiques,assainissement,alimentation en eau potable,agriculture.
ACTIVITES PRINCIPALES	Démarche, négocie, élabore et met en œuvre des contrats territoriaux, en étant appuyé pour les plus complexes ; Instruit techniquement, financièrement et administrativement les demandes d'aides ; Négocie, élabore et assure le suivi des conventions de partenariats départementales ; Apporte un appui technique et conseille les maîtres d'œuvre et d'ouvrages ; Informe les partenaires locaux sur le programme d'interventions et promeut la politique de l'agence au niveau local ; Représente l'agence de l'eau dans son département (MISE, Conseil Général, services de l'Etat…). Effectue les contrôles des actions financées par l'agence ; Synthétise et analyse des données ou études pour contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'agence dans son domaine d'intervention ;
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Chef du service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Direction des Politiques d'Intervention – Direction de l'Evaluation et de la Planification - Délégations Externes : Instances et usagers locaux et régionaux – Services déconcentrés de l'Etat.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	Connaissances du droit de l'environnement / droit de l'eau, Connaissance de la politique de l'eau et de ses acteurs, Connaissance du fonctionnement des services administratifs au niveau local et national, Connaissances approfondies en assainissement, eau potable et milieux aquatiques, Connaître les outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).
SAVOIRS FAIRE	Savoir analyser et synthétiser une demande / un dossier / un sujet, Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques, Savoir présenter des informations et les expliquer, Savoir fédérer autour d'objectifs, Savoir argumenter et négocier, Savoir animer une réunion / un groupe de travail, Savoir travailler de manière organisée et méthodique, Savoir rédiger, Savoir prendre la parole en public Bonne capacité relationnelle.
DEPLACEMENTS	Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale dans le département de l'Indre. Le permis de conduire (B) est indispensable.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac+ 3 ou Bac+ 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.
SPECIFICITE DU POSTE	Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.
ENVOI DES CANDIDATURES	Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées dans la bourse de l'emploi avant le **10 septembre 2014**
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter le chef du service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre Mme Françoise NIOCHE-SEIGNEURET : ☎ 02.38.51 74 97

Agence de l'eau Loire-Bretagne

www.eau-loire-bretagne.fr

Orléans, le 25 juillet 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

(susceptible d'être vacant)

EMPLOI TYPE	**CHARGE(E) D'INTERVENTIONS**
CATEGORIE DU POSTE	II ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A
AFFECTATION	**DELEGATION CENTRE LOIRE** *Service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre*
RESIDENCE ADMINISTRATIVE	**ORLEANS (45)**
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée *(recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'Etat)* ou par voie de détachement pour les fonctionnaires
POSTE A POURVOIR A PARTIR DU	1er octobre 2014

FINALITE DU POSTE	Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des priorités territoriales, au niveau local, dans le cadre du programme d'interventions de l'agence sur les thématiques suivantes : assainissement et alimentation en eau potable.
ACTIVITES PRINCIPALES	Instruit techniquement, financièrement et administrativement les demandes d'aides ; Négocie, élabore et assure le suivi des conventions de partenariats départementales ; Apporte un appui technique et conseille les maîtres d'œuvre et d'ouvrages ; Informe les partenaires locaux sur le programme d'interventions et promeut la politique de l'agence au niveau local ; Représente l'agence de l'eau dans son département (MISE, Conseil Général, services de l'Etat…) ; Effectue les contrôles des actions financées par l'agence ; Synthétise et analyse des données ou études pour contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'agence dans son domaine d'intervention ;
RATTACHEMENT HIERARCHIQUE	Chef du service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Direction des Politiques d'Intervention – Direction de l'Evaluation et de la Planification. Externes : Instances et usagers locaux et régionaux – Services déconcentrés de l'Etat.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE	Connaissances du droit de l'environnement / droit de l'eau, Connaissance de la politique de l'eau et de ses acteurs, Connaissance du fonctionnement des services administratifs au niveau local et national, Connaissances approfondies en assainissement et eau potable, expérience souhaitée Connaître les outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).
SAVOIRS FAIRE	Savoir analyser et synthétiser une demande / un dossier / un sujet, Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques, Savoir présenter des informations et les expliquer, Savoir fédérer autour d'objectifs, Savoir argumenter et négocier, Savoir animer une réunion / un groupe de travail, Savoir travailler de manière organisée et méthodique, Savoir rédiger. Savoir prendre la parole en public Bonne capacité relationnelle.
DEPLACEMENTS	Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale, dans le département du Loir et Cher. Le permis de conduire (B) est indispensable.
FORMATION	Conditions statutaires : Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2ème cycle de l'enseignement supérieur (Bac+ 3 ou Bac+ 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou tout autre titre ou diplôme équivalent. Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.
SPECIFICITE DU POSTE	Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.
ENVOI DES CANDIDATURES	Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées ans la bourse de l'emploi **avant le 10 septembre 2014**.
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter le chef du service Eure et Loir, Loir et Cher, Indre Mme Françoise NIOCHE-SEIGNEURET : ☎ 02.38.51 74 97

Agence de l'eau Loire-Bretagne

www.eau-loire-bretagne.fr

Date : 07/08/2014

Poste à pourvoir	**Chef de projet pour la mise en place d'un groupe d'experts « Appui à la gestion des AMM de produits phytopharmaceutiques et de matières fertilisantes et supports de culture » (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction générale

Missions / contexte

Le projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt prévoit de confier à l'Anses la mission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) et d'expérimentation de produits phytopharmaceutiques (PPP), d'adjuvants, et de matières fertilisantes et supports de culture (MFSC). Cette mission d'autorisation relève actuellement du ministère chargé de l'agriculture, sur la base d'évaluations réalisées par la Direction des Produits réglementés de l'Anses.
En outre, le projet de loi prévoit la mise en place d'un dispositif de phytopharmacovigilance avec la transmission des données issues de ce dispositif à l'Agence. Enfin, le projet de loi donne à l'Anses un pouvoir d'inspection au périmètre clairement défini.

Dans ce contexte, l'Anses, en collaboration avec les parties prenantes, dont le ministère chargé de l'agriculture, mène des travaux préparatoires visant à mettre en place les éléments qui permettront un transfert réussi. Ainsi sera créé, lors du dernier trimestre 2014, un groupe d'experts d'appui à la gestion des PPP et MFSC, dans l'attente de la création d'un comité de suivi prévu par le projet de loi.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur général (jusqu'à la mise en place d'une organisation pérenne pour la gestion des AMM), en lien étroit avec la chargée de mission « Transfert des décisions d'AMM », le chef de projet sera **chargé du pilotage et de la coordination scientifique du groupe d'experts** «Appui à la gestion des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de culture **»**, de la rédaction et de la mise en œuvre de procédures pour la prise de décision, dans le cadre d'une collaboration étroite avec les équipes de l'Anses.

L'objectif est, pour l'Anses, de disposer lors du transfert, prévu au 1er juillet 2015 :

- De projets de lignes directrices décrivant la prise en compte d'éléments complémentaires à l'évaluation de l'efficacité et des risques permettant d'alimenter la prise de décision (intérêt agronomique, solutions alternatives, données économiques, aspects juridiques) ;
- De repères permettant d'identifier les cas justifiant l'application du principe de précaution ;
- D'un référentiel de mesures de gestion applicables pour accompagner les autorisations ;
- D'un référentiel détaillé pour un volet spécifique de l'évaluation comparative qui sera instaurée en application de la réglementation et des lignes directrices pour certains PPP (volet «inconvénients pratiques ou économiques »).

Il **contribuera à la mise en place de l'entité en charge des décisions**, qu'il intégrera par la suite, avec la perspective d'assurer notamment la coordination du comité de suivi prévu par la loi.

Activités

Dans le **cadre de sa responsabilité de pilotage du groupe d'experts**, les activités du chef de projet seront de :

- Participer à la constitution du groupe d'experts et à la définition de son programme de travail
- Organiser, animer les réunions du groupe d'experts et rédiger les comptes-rendus;
- Rassembler et synthétiser les éléments bibliographiques et réglementaires dans des documents préparatoires aux travaux du groupe ;
- Rédiger des lignes directrices pour la prise de décision ;
- Travailler sur tous les sujets en collaboration avec les entités de l'Agence concernées (Direction des Produits Réglementés, Direction de l'Evaluation des Risques, Service des Affaires Juridiques, Direction de la Qualité) et avec les services du ministère chargé de l'agriculture.

Dans le cadre de la **contribution à la mise en place de l'entité** chargée des décisions :

- Définir le processus de montée en puissance de l'entité, en apportant son expertise dans la construction de l'organisation cible et de ses procédures ;
- Accompagner par des actions de communication la mise en œuvre du processus de décision en interne et en externe ;
- Représenter l'Agence au sein d'instances nationales, européennes et internationales ;
- Développer une maîtrise de l'outil informatique interne « TOP » et participer au développement de la partie « décisions et mise en ligne des informations ».

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
BAC + 5 : ingénieur agronome ou équivalent

Expériences similaires
- Expérience minimum de 5 ans dans le secteur agronomique
- Expérience de 10 ans en management de projet complexe (dimensions organisationnelles, de process, juridiques, informatiques)
- Expérience appréciée de représentation institutionnelle dans un contexte d'enjeux politiques forts

Compétences
- Compétences en protection des cultures et en pratiques culturales
- Connaissance des acteurs du secteur agricole
- Compétences en management avérées, leadership, capacité d'initiative
- Aptitudes à développer une organisation efficiente
- Bonne capacité d'écoute, sens aigu de la communication et de la négociation.
- Savoir développer et mobiliser des réseaux pour atteindre ses objectifs
- Force de proposition
- Connaissances de la règlementation des produits phytopharmaceutiques ou d'autres réglementations
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais : niveau courant
- Maitrise des outils informatiques

POUR POSTULER

Date limite de réponse : au plus tard le 15/9/2014

Renseignements sur le poste : Sonia VIGOUROUX, chargée de mission mobilité interne (sonia.vigouroux@anses.fr) et Frédérique Touffet, chargée de mission « transfert des décisions d'AMM » (frederique.touffet@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-078 à :
recrutement@anses.fr

Date : 07/08/2014

Poste à pourvoir	**Epidémiologiste (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur	L'entité en charge de la phytopharmacovigilance assure en particulier le suivi des effets non intentionnels des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine
Missions / contexte	Dans le cadre de la loi d'avenir agricole, déploiement progressif de l'activité de phytopharmacovigilance au sein de l'Anses, en particulier du suivi des effets non intentionnels des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Contribuer à l'élaboration, en lien avec les experts de l'agence, du programme de travail annuel et pluri-annuel de suivi des éventuels effets non intentionnels des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine (population générale, riverains, travailleurs du monde agricole). Définir, dans le cadre de l'entité de phytopharmacovigilance, les cahiers des charges des actions de suivi de ces éventuels effets aigus ou chroniques des produits phytopharmaceutiques sur la santé humaine. Assurer le suivi des conventions d'études, en présenter les résultats auprès des experts en charge de l'évaluation des risques dans un contexte d'expertise pluridisciplinaire.

Activités

- Identifier les besoins d'information de nature épidémiologique et sanitaire nécessaires à la définition des conditions d'homologation des produits phytopharmaceutiques, en s'appuyant sur la réglementation et les lignes directrices existantes.
- Etre force de proposition pour adapter les lignes directrices existantes ou en créer de nouvelles.
- Apporter son expertise dans la conception et la définition des protocoles de recueil ou de ré-exploitation de bases de données de vigilance et d'études épidémiologiques descriptives et analytiques répondant à ces besoins.
- Interpréter les résultats des dispositifs de vigilance et d'enquêtes épidémiologiques descriptives et analytiques s'appuyant sur de grands jeux de données (bases de données nationales)
- Présenter en lien avec les chercheurs/scientifiques auteurs des travaux, les résultats des études épidémiologiques et de vigilance et leurs interprétations en termes de risque sanitaire aux comités d'experts pluridisciplinaires en charge des évaluations de risque et des propositions des conditions d'homologation des produits phytopharmaceutiques.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis

Doctorat ou master dans le domaine de l'épidémiologie humaine

Expérience

Expérience de surveillance ou recherche dans le domaine de l'épidémiologie humaine avec de préférence une expérience en santé environnement ou santé travail

Compétences

- Maîtrise des méthodes utilisées en épidémiologique analytique et de surveillance (questionnaires, bases de données et principales techniques de modélisation)
- Connaissance des systèmes de toxicovigilance en santé humaine et si possible des bases de données médico-administratives (SNIIRAM)
- Rigueur scientifique et organisation
- Aptitude au travail en équipe
- Ouverture à l'international
- Aptitude rédactionnelle et de synthèse
- Anglais scientifique et technique (oral et écrit)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : au plus tard le 15 septembre 2014

Renseignements sur le poste : Marie-Odile Rambourg (marie-odile.rambourg@anses.fr) et Jean-Luc Volatier (jean-luc.volatier@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-079 à : recrutement@anses.fr

Date : 25/07/2014

Poste à pourvoir	**Chargé projet scientifique en bio-informatique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**1er novembre 2014**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort Département Contaminants microbiologiques des aliments Mission modélisation/AQR
Missions / contexte	Le laboratoire de sécurité des aliments, intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaires des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence. Le laboratoire est constitué de trois départements, le poste est à pourvoir au sein du département des contaminants microbiologiques des aliments. Au sein de ce département sont étudiés de nombreux virus ou bactéries. Les unités et missions du département génèrent de nombreuses données relatives à la physiologie et la génétique microbienne. Le traitement de ces données nécessite l'appui d'un bio-informaticien. .La mission est composée de 5 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef de mission, et en lien fonctionnel avec l'ensemble des responsables et scientifiques d'unité ou de mission du département, le bio-informaticien aura en charge l'appui au traitement bio-informatique des données de séquençage et de caractérisation des populations microbiennes.
L'activité de l'agent visera notamment à :

Activités

- Accompagner les équipes du laboratoire dans l'analyse bio-informatique de données issues des projets de recherche pour :
  - L'analyse de séquences génomiques et données d'expression
  - l'analyse de données issues du séquençage d'ADN ou d'ARN microbiens afin d'identifier des séquences d'intérêt pour la détection, caractérisation et discrimination des agents microbiens.
  - L'analyse phylogénétique des populations en lien avec les données épidémiologiques et phénotypiques (virulence, antibiorésistance,..)
  - L'analyse phylogénétiques de nos collections de souches et contribuer à leurs exploitations sous forme d'arbres.
- Développer et/ou utiliser des logiciels, algorithmes nécessaires au traitement de ces données.
- Accompagner les biologistes à l'utilisation des outils bio-informatiques au travers de tutoriels ou de formations
- Contribuer à la construction de projets de recherche multidisciplinaires et apporter la compétence scientifique pour la conception et la mise en œuvre des traitements bio-informatiques.
- Assurer une veille scientifique sur l'évolution des outils et des méthodes de traitement des données.
- Valoriser ou contribuer à la valorisation des outils et méthodes bio-informatiques mises en œuvre au laboratoire.

Conditions particulières

- Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :
Licence,
master ou diplôme d'ingénieur en biologie avec une spécialité en bio-informatique apprécié

Expériences similaires

Une expérience en bio-informatique des populations bactériennes serait un plus.

Compétences

- Bonne connaissance de la microbiologie
- Maitrise des outils bio-informatiques pour l'analyse des séquences, phylogénie, analyse d'expression de gènes,… (Bioconductor, Blast…)
- Maitrise de systèmes de gestion de workflow tels que Galaxy
- Maitrise des environnements windows unix/linux
- Développement d'algorithmes sous langage approprié (R, Java, python, perl…)
- Maitrise de la langue anglaise (communication écrite et orale)
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Curiosité scientifique
- Facilité à travailler avec plusieurs équipes et auprès de scientifiques multidisciplinaires.
- Rigueur et sens de l'organisation

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15/09/2014

Renseignements sur le poste : laurent.laloux@anses.fr et anne.brisabois@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-077 à : recrutement@anses.fr ,

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

Mise à disposition au CIHEAM/IAM,à Montpellier
Poste d'expert
Catégorie A/A+

Prise de fonctions : janvier 2015

Dans le cadre d'une mise à disposition par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF), le CIHEAM - Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier(IAMM) recherche un enseignant-chercheur spécialisé sur les systèmes alimentaires durables. La durabilité des systèmes est comprise comme prenant en compte la triple performance environnementale, économique et sociale. Le lien avec la sécurité alimentaire et les politiques alimentaires devra être fait également. Le (la) candidat(e) devra pouvoir adopter une approche multidisciplinaire et mener des discussions avec des économistes des systèmes agricoles, des spécialistes des sciences humaines et sociales, comme des nutritionnistes.

Lieu : Montpellier (avec déplacements à prévoir en Méditerranée essentiellement)

Nature de l'activité :

L'enseignant-chercheur aura pour missions principales :

- D'assurer des formations de niveau Master, à l'IAMM et à l'international, et des formations courtes spécialisées sur les thématiques ci-dessus ;
- De contribuer à l'encadrement des étudiants en master et en doctorat ;
- De contribuer activement à la réussite de la plateforme doctorale du CIHEAM ;
- De répondre à des appels d'offre de recherche appliquée, recherche-action et coopération dans son domaine, en liaison avec les autres programmes et activités de l'Institut et de participer à des projets de recherche et de coopération au développement sur ses thématiques ;
- D'insérer l'IAMM dans les réseaux locaux, nationaux et internationaux, en particulier de recherche.

Expérience et diplômes :

Le (la) candidat(e) sera titulaire d'un doctorat en sciences humaines et sociales : agroéconomie, économie, gestion, sociologie, géographie humaine ou autres.

Il (elle) aura au moins cinq ans d'expérience dans l'enseignement, la recherche ou la coopération internationale. Il (elle) devra se prévaloir d'une liste de publications scientifiques dans des revues reconnues.
Une expérience post-thèse dans le cadre d'un projet international ou dans un pays en développement est souhaitable.
Une habilitation à diriger des recherches (HDR) est souhaitée mais non indispensable.
Une connaissance des démarches ou méthodes Analyse de Cycle de Vie serait un plus.

Qualités requises :

- Sens des contacts humains, bonnes capacités relationnelles pour des activités en équipe et en partenariat dans des contextes socio-culturels variés
- Capacités d'organisation et d'autonomie ; capacité à monter et conduire des projets
- Esprit d'initiative et de synthèse, rigueur
- Capacités rédactionnelles, y compris en anglais

Une très bonne maîtrise de l'anglais (à l'oral et à l'écrit) est indispensable. La pratique d'une autre langue méditerranéenne serait un plus.
Une disponibilité pour de fréquents déplacements dans les pays Méditerranéens est requise.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable

Personnes à contacter et à qui transmettre CV et lettre de motivation :
Bertrand Wybrecht chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationale – DGER- mail : bertrand.wybrecht@agriculture.gouv.f, 01 49 55 52 39

Valérie Vion, chef du bureau du développement et des organisations internationales -DGPAAT valerie.vion@agriculture.gouv.fr, 01 49 55 48 66

Pascal Bergeret, Directeur de l'IAMM, mail : pascal.bergeret@iamm.fr, 04 67 04 60 10

Une **copie du dossier de candidature** (CV et lettre de motivation) est à adresser à la DGPAAT -SRI, à Colette Bourjoux, mel : colette.bourjoux@agriculture.gouv.fr

Juillet 2014

INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE

Chef de la mission juridique de l'Institut nationale de l'information géographique et forestière (IGN) (secrétariat général)

L'IGN :

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN – 1750 agents) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif (EPA) doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est placé sous les tutelles des ministres chargés respectivement du développement durable et des forêts. Ses missions sont fixées par le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011.

LES MISSIONS DU SERVICE :

Le secrétariat général de l'IGN (SG) a pour mission d'organiser les conseils d'administration et leurs commissions, d'assurer les services généraux, la gestion financière et budgétaire et la sécurité juridique de l'Etablissement. Il contribue à la réflexion stratégique et à la préparation des textes réglementaires relatifs à l'Etablissement.

Au sein du SG la mission juridique (MJR) a pour mission :

- d'être le conseil auprès des autres services et de leur proposer les outils juridiques réguliers afin de mettre en œuvre leurs projets,
- de proposer des documents types,
- de donner un avis juridique sur les propositions de contrats, conventions, décisions, et d'une façon générale, sur tout acte que les services soumettent à la MJR.,
- de conseiller la direction générale en matière institutionnelle et sur les projets d'actes réglementaires
- d'être l'interlocuteur des conseils juridiques extérieurs à l'IGN,
- de traiter les précontentieux, instruire les contentieux en action ou en défense,
- de gérer les contrats d'assurance et les procédures d'indemnisation associées,
- de procéder à l'enregistrement des marques,.
- d'assurer un rôle de veille en matière de textes et de jurisprudence.

LE POSTE :

Le titulaire devra :

- assurer le management et la coordination de la mission juridique : 6 agents (4 A, 2 B),
- analyser des actes juridiques pour avis,
- conseiller les services, effectuer des expertises juridiques,
- assurer la gestion des précontentieux et contentieux.

Le titulaire doit être force de proposition. Il doit savoir apprécier les enjeux attachés à chaque dossier. Il doit être disponible, réactif et savoir animer une équipe qui travaille à flux tendus. Doté d' un esprit d'analyse sur des sujets pouvant être complexes car touchant aux métiers techniques de l'IGN, il a un esprit de synthèse pour identifier les difficultés et proposer des solutions pratiques et régulières pour les résoudre.

LE PROFIL RECHERCHE :

Expérience professionnelle et compétences recherchées ou similaires :

- avoir une expérience en management : organiser son travail et celui de collaborateurs,
- connaissances approfondies en droit civil, en droit public, en droit des affaires (concurrence), droit de la propriété intellectuelle, droit applicable aux nouvelles technologies (logiciels, bases de données) droit de la diffusion des données publiques, de la consommation , contrats, marchés publics , fonction publique en droit français et européen.
- rédiger de façon précise, concise et claire,
- solides connaissances en légistique,
- savoir communiquer et informer sur les évolutions juridiques importantes.

Aptitudes requises :

- qualités relationnelles en interne et en externe (cabinets d'avocats, ministères…),
- disponible, réactif,
- esprit d'analyse et de synthèse.

Niveau / Catégories :

- Fonctionnaires titulaires de catégorie A +

Encadrement :
Oui 6 agents

Date prévisionnelle de prise de fonction :
1er octobre 2014 à négocier

Lieu de travail :
Saint-Mandé (94)

Horaires :
Variables

Dossier à envoyer à :
IGN / SREF / PSA
73 avenue de Paris
94165 SAINT-MANDE CEDEX

Ou par messagerie électronique à recrutement-mobilite@ign.fr sous la référence : **PSA / mission juridique**

Date limite de candidature : 30 août 2014

Pièces à inclure dans le dossier :
Lettre de motivation, CV détaillé, dernier arrêté de position administrative, 3 dernières fiches de notation / évaluation.

Renseignements :

✓ M. Patrice SAUTAREL	Chargé de recrutement	tél : 01 43 98 82 24
✓ M. François BAUDET	Secrétaire général	tél : 01 43 98 82 85
✓ Mme Amélie PETIT	Secrétaire général	tél : 01 43 98 62 43

ONCFS / Avis n° 14-249 **18/08/2014**

EMPLOI A POURVOIR EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE
DANS LE CADRE D'UN MARCHE PUBLIC

Catégorie :	Personnel de conception et d'encadrement Ingénieur des travaux (A technique)
Fonction :	Coordinateur du plan « Tortues marines » Guyane (F/H)
Affectation :	ONCFS- Délégation interrégionale Outremer, Antenne technique Guyane Ce poste est financé pour une durée limitée par la DEAL dans le cadre d'un marché.
Résidence administrative:	Cayenne (97)
Durée du contrat :	Du 1er octobre 2014 au 3 mars 2015, reconductible.

Contexte

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).
Dans le cadre du Contrat d'objectifs et de la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, il est demandé à l'ONCFS de développer ses missions en Outre-mer.

La DEAL Guyane, pilote du Plan National d'Actions (PNA) relatif aux tortues marines en Guyane en cours de formalisation, en a confié la coordination et la rédaction à l'ONCFS, au sein de la Délégation interrégionale Outremer. Ce plan d'actions fait suite au plan de restauration des tortues marines 2008-2012 et à son évaluation, qui avait été coordonné par le WWF et l'ONCFS. Ce plan définit les enjeux et les priorités d'actions pour assurer la conservation des tortues marines en Guyane. Il comporte les objectifs et les actions, concourant à leur réalisation et précisant les modalités de réalisation, les coûts envisagés, les enjeux et les partenariats à mettre en place, les indicateurs de réussite et la durée des actions.
L'une des priorités actuelles est de rechercher des sources de financements pour assurer la mise en œuvre des actions définies. Ces actions seront réalisées en partenariat avec les partenaires locaux, nationaux et internationaux et concerneront la réduction des menaces à terre et en mer (réduction des captures accidentelles par la pêche légale et illégale), l'amélioration des connaissances et la recherche ainsi que la sensibilisation et la communication.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Chargé d'études et de développement « Guyane », le coordinateur Tortues Marines recherche des financements pour les actions identifiées dans le plan de conservation des tortues marines de Guyane et met en œuvre le plan de conservation des tortues marines de Guyane.

Activités principales

- **Gère administrativement et financièrement le programme de mise en œuvre du plan d'actions avec les différents partenaires impliqués (70% du temps):**

- Finalise le dossier FEDER en cours de réalisation pour financer les actions identifiées dans le nouveau plan. Gère le programme FEDER, notamment la remontée de dépenses des partenaires.
- Met en œuvre le Plan National d'Actions en définissant les meilleures stratégies de réalisation, coordonne et pilote les actions et les acteurs, tout en rendant compte à l'ONCFS et à la DEAL de l'avancement des actions
- Assure l'ingénierie du plan qu'il anime et dont il réalise le secrétariat.
- Anime le comité de pilotage « mise en œuvre du plan de conservation tortues marines » : préparation des programmes d'action annuels à soumettre au comité de pilotage, élaboration d'un échéancier de travail du comité de pilotage, montage de dossiers de financements présentés au comité, compte-rendu et synthèses des données, mise en œuvre des décisions du comité de pilotage.
- Créée et anime les groupes de travail constitués pour conseiller le comité de pilotage, accompagner les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre ; en assure le secrétariat.

- Organise le suivi des actions du plan avec un tableau de bord (définition d'indicateurs de réalisation et de résultats).
- Contribue à l'animation du réseau de bénévoles et des associations
- Dresse le bilan annuel des actions du plan et de la collecte des données sous la forme d'un rapport annuel d'exécution.
- Gère les marchés publics et mises en concurrence.

➢ **Coordonne les actions scientifiques et techniques prévues au plan d'actions (20% du temps)**

- Centralise les informations issues du réseau technique et leur synthèse en utilisant notamment la base de données collectives « Tortues Marines de Guyane » créée à l'initiative de la DEAL.
- Coordonne les actions de réductions des menaces en mer captures accidentelles liées à la pêche et à terre (prédation par les chiens, causes anthropiques de détérioration du littoral, dérangement…°
- Coordonne les actions d'améliorations des connaissances des 3 espèces (évolution des effectifs, compréhension de la dynamique des populations, amélioration des connaissances et de quantification des menaces)
- Participe à l'amélioration de la coopération transfrontalière (diffusion et échange des informations, suivi démographique des populations, connaissance des menaces transfrontalières.)
- Aide les acteurs du tourisme à la valorisation socio-économique des tortues marines
- S'assure de la bonne gouvernance du plan national d'actions

➢ **Développe des actions de communication et de sensibilisation valorisant le plan de restauration (10% du temps)**

- Assure la mise en réseau des acteurs et communique sur les actions réalisées par et avec les acteurs du réseau tortues marines
- Participe à la communication auprès des partenaires, aux élus et au grand public (mise à jour / développement du site Web) sur les résultats obtenus par le programme.
- Réalise ou aide à la réalisation de supports de communication et d'animation, à destination de différents publics.

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissance
Capacité à concevoir et à gérer des projets, des programmes de développement et des études dans le domaine de la biodiversité.	Bonnes connaissances des politiques publiques environnementales en outremer et des acteurs concernés. Connaissance de la Région Guyane et des acteurs de l'environnement guyanais appréciée
Gérer des fonds européens et publics ; en appliquer les procédures de suivi selon le cadre réglementaire prescrit.	Sciences de la nature, gestion des habitats et des espèces, notamment en Guyane et des problématiques de protection des tortues marines
Expérience antérieure dans la protection de la nature et le suivi technique de populations de tortues marines.	Outils de suivi des animaux et d'exploitation des données.
Aptitude à communiquer avec une diversité d'acteurs, à travailler en réseau, à négocier et convaincre. Savoir conduire une réunion et s'exprimer en public.	Techniques et supports de communication.
Utiliser les outils informatiques et bureautiques.	Anglais parlé et écrit.

Savoir-être : Capacité d'écoute et d'élocution, esprit de synthèse.

Diplôme et qualifications :

- Etre titulaire d'un master 2 (Bac+5) ou équivalent dans le domaine de la biologie ou de l'environnement.
- Disposer du permis de conduire B

Conditions particulières d'exercice : travail de terrain en conditions tropicales.

Personnes à contacter / Modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste : Coordination.prtm@gmail.com / rachel.berzins@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage leur candidature (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation), en indiquant le numéro du présent avis, avant le 15 septembre 2014, terme de rigueur.

Ces documents sont à envoyer par courriel à l'adresse : rachel.berzins@oncfs.gouv.fr

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(Accueil en Position Normale d'activité ou détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chef de projet ingénierie de la continuité écologique, expertise et transfert opérationnel (H/F)**
Affectation :	Direction du contrôle des usages et de l'action territoriale (DCUAT)
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité hiérarchique du Directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale et sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du pôle écohydraulique
Résidence administrative :	Toulouse (31)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (environ 900 agents, 130 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'écologie est organisé selon trois niveaux géographiques : direction générale, délégations interrégionales et services départementaux. Il conduit des missions d'intérêt général portant sur :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité ;
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités, européennes, nationales et locales ;
- la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Au sein de la Direction générale, qui comprend trois directions et le secrétariat général, **la DCUAT** coordonne l'ensemble des opérations de contrôle des usages de l'eau et anime l'appui technique à la conception, à la mise en œuvre et au suivi d'actions de gestion dans les territoires. Elle contribue ainsi à la mise en œuvre du contrat d'objectifs de l'établissement.

Le poste est basé au **pôle Onema-IMFT-Irstea de Toulouse**, qui regroupe une quinzaine de personnes issues d'une part de la DAST et d'autre part de l'IMFT et de l'Irstea autour de projets de « Recherche Développement Transfert ». Les thématiques concernent prioritairement la continuité biologique (ingénierie de la continuité piscicole au droit des ouvrages transversaux sur les fleuves et les rivières, complétée par une approche à l'échelle plus large de l'axe et du bassin versant), la continuité sédimentaire et les liens entre les régimes hydrologiques des cours d'eau et les biocénoses.

Compte tenu des enjeux sous-jacents à ces thématiques, l'Onema en général et le pôle d'écohydraulique en particulier sont engagés dans une dynamique de développement de ces activités. Suite à l'évolution du contexte réglementaire (Grenelle, classement des cours d'eau, autorisation loi eau/IOTA), l'Office doit faire face à une montée en puissance de l'expertise et doit augmenter l'appui technique aux services territoriaux, notamment en ce qui concerne les dispositifs de franchissement des poissons, à la montaison et à la dévalaison. De plus, ces compétences en expertise écohydraulique doivent être démultipliées, et l'Onema doit pouvoir assurer des formations en internes, en direction de ses partenaires et à l'externe.

Missions :

Expertises de niveau national, voire international, de la continuité écologique (biologique et sédimentaire) au niveau d'ouvrages (prises d'eau, dispositifs de franchissement, obstacles divers…) ;

Transfert opérationnel, en direction des services territoriaux de l'Onema ou des partenaires, des solutions techniques destinées à optimiser la continuité écologique, développées par le pôle ;

Formation à l'expertise écohydraulique, en interne, en direction des partenaires institutionnels, opérationnels et scientifiques et à l'externe.

Activités principales :

Expertise

- Conduire en autonomie des missions d'expertise (fonctionnalité d'ouvrages existants, dimensionnement d'ouvrages nouveaux, incidences sur l'environnement, interprétation des retours d'expériences) ;
- S'impliquer fortement dans l'appui technique auprès des services territoriaux de l'Onema ;
- Participer activement au réseau des référents hydroélectricité/continuité en DIR ;
- Participer aux expérimentations conduites par le pôle, *in situ* et en conditions contrôlées (fluvarium, laboratoire) ;
- Représenter l'Onema lors de certaines réunions (comités de pilotage, …) avec les partenaires (autres services de l'état, collectivités territoriales, EPST, EDF R&D, bureaux d'études, …).

Transfert opérationnel

- Assurer l'interface entre les solutions techniques développées par le pôle d'écohydraulique (type, dimensionnement et modalité de gestion des ouvrages, logiciels, …) et les partenaires opérationnels ;
- Participer à la « vulgarisation » de ces méthodes (présentations orales devant des publics variés) ;
- Participer à la rédaction de rapports, de guides techniques à portée nationale, voire à des articles scientifiques ;
- Participer au développement de l'outil Réf MADI (Référentiel Milieu Aquatique – Documents d'Incidences).

Formation

- Consolider et démultiplier au sein des services territoriaux de l'Onema les compétences en expertise écohydraulique ;
- Démultiplier ces compétences auprès des partenaires opérationnels (conception et suivi des projets) et des partenaires institutionnels (expertise des dossiers) ;
- S'impliquer globalement dans les formations dans le domaine de l'hydroélectricité, de l'hydrologie et de la continuité écologique.

Relations liées au poste

Relations internes
Agents du pôle d'écohydraulique
Directeur du contrôle des usages et de l'action territoriale
Directeur et directeur adjoint de l'action scientifique et technique
Services territoriaux de l'Onema
Chargés de missions et chefs de projets de la DAST, de la DCUAT, de la DCIE concernés par les thématiques du pôle.

Relations externes
Relations avec les organismes partenaires du pôle, en fonction des études
Agences de l'eau, collectivités territoriales, établissements publics territoriaux de bassins, parcs nationaux, etc.
Organismes nationaux de recherche, réseau scientifique et technique du ministère chargé de l'écologie
Entreprises et bureaux d'études
Organismes de R&D et/ou structures équivalentes travaillant sur les mêmes thématiques que le pôle
Services déconcentrés de l'État (DREAL, DEAL, DDTM, MISEN)

Profil recherché

Diplôme de niveau Bac+5, si possible en hydraulique
Expérience souhaitée dans la conception et le dimensionnement des ouvrages de franchissement piscicole
Pratique courante de l'outil informatique
La maîtrise de l'anglais écrit et oral serait un plus

Compétences et qualités requises

Connaissances
Connaissances en biologie/écologie des poissons, en hydraulique fluviale, hydrologie et en hydromorphologie
Connaissances dans la conception et le dimensionnement des ouvrages de franchissement piscicole
Connaissances des incidences environnementales dues aux perturbations physiques des systèmes fluviaux (ouvrages, gestion des débits)

Savoir-faire opérationnel
Savoir caractériser l'écoulement dans ou à proximité d'un ouvrage (champs de vitesse, puissance dissipée, turbulences, etc.)
Aptitudes à savoir modéliser numériquement cet écoulement (pratique des logiciels ad hoc)
Aptitudes en statistiques et en traitement de données
Aptitudes rédactionnelles et relationnelles
Aptitudes au travail pluridisciplinaire en recherche et développement (écologie hydraulique, géomorphologie, etc)
Maitrise de l'anglais écrit et oral
Pratique courante de l'outil informatique
Aptitude aux travaux en extérieur et en laboratoire (déplacements fréquents, nécessité du permis B).

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DCUAT/CPCE/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 14 septembre 2014

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Contrôleur de gestion - Responsable du suivi d'activités (h/f)
Affectation :	Secrétariat général / Contrôle de gestion
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du responsable de la mission du contrôle de gestion
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 850 agents, 200 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux. Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la négociation, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau ;
• la contribution à la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi qu'au contrôle de leurs usages, et participation à la prévention de leur dégradation, à leur restauration et à la préservation de la biodiversité ;
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau et la participation à l'acquisition de données, ainsi qu'à la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales ;
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins.

Aux côtés du Directeur Général, un secrétariat Général, trois directions métiers (Action Scientifique et Technique, Connaissance et Information sur l'eau, Contrôle des Usages et de l'Action Territoriale), déclinent la politique définie par le Conseil d'Administration et approuvée par les ministères de tutelle. Ils assurent sa mise en œuvre en définissant les moyens nécessaires pour répondre aux objectifs fixés dans un Contrat d'Objectifs. Aux échelons régionaux et départementaux 9 délégations interrégionales, 81 services départementaux ou interdépartementaux et 5 unités de suivis des migrateurs déclinent ces objectifs.
Au sein du Secrétariat Général, 4 délégations (Ressources humaines, Finances et Logistique, Systèmes d'Information, Communication) et 2 missions (Contrôle de Gestion, Qualité) pilotent les fonctions de management et soutien de l'établissement

Activités principales :

- Organiser la programmation d'activités de manière transversale avec toutes les entités de l'Onema, selon la nomenclature du Contrat d'objectifs **:**

Elaboration et centralisation des fiches de programmation
Consolidation des moyens financiers et traduction budgétaire par destination
Consolidation de la programmation en moyens humains ETPT pour le suivi d'activités
Organisation de la programmation territoriale (ETPT)
Exploitation des données du suivi d'activités
Alimentation et consolidation du rapport d'activité et de performance

- **Assurer la maîtrise d'ouvrage fonctionnelle du logiciel de suivi d'activités (Tempo2)**

Relations avec le prestataire dans le cadre du marché de maintenance et d'évolution (en lien avec la délégation aux systèmes d'information)
Recette fonctionnelle
Paramétrage du logiciel
Gestion des habilitations
Assistance aux utilisateurs

- Participer à l'animation du dialogue de gestion :

Animation d'un réseau de correspondants pour le suivi d'activités
Dans la perspective de l'intégration de l'Onema à l'Agence française de la biodiversité, échanges avec les autres établissements concernés

Relations liées au poste

Relations Internes
Directions et services de la direction générale (délégations du SG, départements des directions métiers, délégués interrégionaux)
Correspondants régionaux

Relations externes
Prestataire(s) informatique(s)
Ministère chargé de l'Ecologie
Autres Etablissements publics : Agences de l'eau, Parcs nationaux de France, Agence des aires marines protégées, GIP ATEN

Profil recherché

Titulaire d'une formation supérieure (Bac + 5)
Expérience dans une fonction similaire

Compétences et qualités requises

Connaissances
Connaissance du contrôle de gestion, des finances publiques, des systèmes d'information et des outils informatiques et bureautiques

Savoir-faire opérationnel
Compétences en administration et gestion d'applications informatiques
Conduire un projet avec méthode, planifier et suivre les actions
Travailler en réseau et en équipe

Qualités personnelles requises
Capacité d'anticipation et d'organisation
Autonomie
Sens de la pédagogie

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 5 septembre 2014

Parc national des Cévennes

Appel à candidature

Poste **d'architecte au Parc national des Cévennes**

au sein du Service Développement durable

Poste de catégorie A

Poste ouvert à compter du 1er novembre 2014.

Ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels, avec priorité aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes se compose d'un cœur protégé de près de 950 km², et d'une aire d'adhésion potentielle de près de 3 000 km², répartis sur 152 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, avec une forte interaction homme-nature.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a signé avec ses partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte qui devra faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

Le parc abrite potentiellement une population de plus de 70 000 habitants. Leur répartition sur ses 152 communes est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le parc connaît un désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Le cœur abrite 700 habitants permanents environ qui triple en période estivale sur 55 communes. Il compte 250 lieux-dits habités, plus 50 restaurables et plus d'un millier de bâtiments traditionnels d'origine agricole, certains en usage, la plupart abandonnés. Ce patrimoine exceptionnel, typique d'une longue tradition agricole du sud Lozère et des Cévennes gardoises, a été principalement façonné à partir de trois roches : le granite, le schiste et le calcaire.

Le patrimoine architectural du Parc national est protégé par une réglementation unique en France : d'une part le décret du Parc national qui fixe, notamment, le régime d'autorisation de restauration, de construction et de travaux dans le cœur du parc ; d'autre part des modalités de préconisations architecturales et paysagères. Ces « règles d'esthétiques ou art de bâtir dans le coeur » explicitent les volumes et les formes à préserver ou imiter, les matériaux à utiliser, la manière d'implanter les ouvrages linéaires ou ponctuels tels que les routes et les chemins agricoles ou forestiers, les antennes téléphoniques, etc.

L'objectif de cette réglementation est double : faire en sorte que les bâtiments restaurés et conservent leur aspect originel et les ouvrages divers préservent le caractère du paysage. L'un des enjeux des années à venir est de poursuivre la préservation de ce bâti remarquable tout en l'adaptant à deux exigences de la vie moderne : le confort et l'économie d'énergie.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac (siège) et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste d'architecte au Parc national des Cévennes est à pourvoir au sein du pôle Architecture-Urbanisme-Paysage du service Développement durable.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemblera à terme 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il en a charge notamment :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale, notamment l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt)
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et le suivi des demandes d'autorisation dans tous ses domaines

Le **pôle Architecture-Urbanisme-Paysage** est en charge de la définition et la mise en œuvre de la politique architecturale et urbaine et de la préservation des paysages. Il gère également les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc.

Piloté par le chef de pôle, il rassemble en outre deux architectes, une chargée de mission Urbanisme et Paysage, un technicien gestion du patrimoine de l'établissement.

Dans son domaine, il a en charge notamment :

- l'application de la réglementation en cœur de parc
- des missions d'ingénierie en externe
- des missions d'ingénierie en interne

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de pôle Aménagement et Travaux, l'architecte du parc est affecté à un ou deux des quatre massifs.

Il impulse et met en œuvre, le délégué territorial de chacun des massifs sur les missions du pôle en relation avec les chargés de mission concernés.

Il est en charge sur chaque massif, sous le contrôle du chef de pôle :

- De l'instruction administrative des demandes de travaux dans le cœur du parc national : surveillance des délais, rédaction des synthèses des avis des services pour les référents du conseil scientifique du PNC, conseils et suivis techniques avec les pétitionnaires…
- Rédaction des arrêtés et avis conformes à la signature du directeur de l'établissement

Deux domaines complémentaires mais différents sont concernés :

- l'architecture et le bâti (BT) : relevant en grande partie de l'administration du droit des sols (ADS) des codes de l'urbanisme et de la construction et de l'environnement.
- les infrastructures (travaux publics - TP) : routes et chemins, adductions d'eau potable, réseaux secs de téléphonies et d'électricité…

Sur l'ingénierie externe, il apportera son soutien au chef du pôle sur les dossiers concernant :

- la mise en valeur du patrimoine culturel bâti et paysager : contrôle, instruction, conseils technique et suivi des demandes de subventions ; animation de la commission architecture et paysages du parc national ; relation avec milieux interprofessionnels, bâtiments de France…
- le conseil aux collectivités et associations en matière d'urbanisme, d'architecture, de constructions, d'animations de filière…

Sur l'ingénierie interne, il sera selon ses compétences un appui au chef du pôle et au technicien gestion du patrimoine de l'établissement sur :

- la gestion courante des propriétés de l'établissement sur ses massifs qui garantie leur bon état et fait réaliser tous travaux nécessaires à la sauvegarde de celui-ci ;
- le suivi des grands programmes de travaux de l'établissement.

Pour mener à bien ses missions :

- il participe en tant que de besoin aux réunions du service Développement durable dans un but de coordination et de mise en cohérence des interventions.
- il participe aux réunions de massif animées par le délégué territorial (1 tous les mois par massif).
- il travaille en étroite collaboration avec les autres agents des deux massifs et veillent à la bonne circulation des informations.
- il veille à assurer un contact régulier avec les habitants et les partenaires dans son territoire d'intervention.

Sur sollicitation des délégués territoriaux ou techniciens des deux massifs et dans un volant de jours négociés avec son chef de pôle, il participe à :

- des programmes d'acquisition de données ;
- des animations pédagogiques ;
- des actions menées par le parc dans d'autres domaines que l'aménagement et les travaux.

Poste en résidence administrative à Florac, avec une composante forte de terrain, d'autonomie, de capacité décisionnelle, de conception spatiale et technique, de suivi de chantier.

Compétences recherchées

- Connaissance du droit de l'urbanisme et de l'administration du droit des sols.
- Bonnes connaissances de l'architecture rurale et de la construction en général.
- Expérience concrète de chantiers et de gestion d'équipes de travaux.
- Bonne connaissance du monde rural.
- Expérience concrète de chantiers.
- Grande sensibilité à l'environnement et à la protection de la nature.
- Goût du contact, aisance relationnelle et de la négociation.
- Bonnes capacités rédactionnelles et aptitude au travail en équipe.
- Grande rigueur dans l'organisation et esprit d'initiative et de créativité.
- Capacité à gérer, suivre et coordonner des projets complexes
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique et de dessins (type Vellum ou Archicad).

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- Architecte DPLG, avec ou sans la licence d'exercice.
- Postes d'une durée de 3 ans.
- Expérience professionnelle souhaitable mais débutant accepté.
- Poste ouvert en priorité aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation, mais aussi aux contractuels.
- Permis de conduire B.

Disponibilité

Poste vacant, recruter à compter du 1er novembre 2014.

Modalités de dépôt des candidatures

Adresser, avant le 24 septembre 2014 une lettre de motivation, un curriculum vitae et un dossier technique personnel (« book ») à :

Monsieur le Directeur du Parc national des Cévennes
Secrétariat Général
6 bis place du palais
48400 FLORAC

Ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante :
celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale du Parc national des Cévennes
04.66.49.53.28- celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Ou M. Grégoire GAUTIER, chef du service Développement durable
04.66.49.53.69 - gregoire.gautier@cevennes-parcnational.fr

Ou M. Matthieu DOLLFUS, architecte, chef du pôle Architecture-Urbanisme-Paysage
04.66.49.53.24 - matthieu.dollfus@ cevennes-parcnational.fr

Les auditions des candidats sélectionnés auront lieu le 2 octobre à Florac.